

SAMIR AMIN

LES ETATS NATIONAUX : QUELLE MARGE DE MANŒUVRE ?

1. Selon le discours dominant du jour l'Etat national ne peut plus être le lieu de définition des choix majeurs qui commandent l'évolution de la vie économique, sociale et même politique des sociétés du fait de la « mondialisation » produite par l'expansion de l'économie moderne. Il n'y aurait donc pas d'alternative, comme aimait à le répéter Mme Thatcher. En réalité évidemment, il y a toujours des alternatives, qui, selon leur nature donnent à l'Etat national des fonctions qui définissent sa marge d'action au sein du système mondial.

Car il n'y a pas de « lois de l'expansion capitaliste » qui s'imposent comme une force quasi surnaturelle. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales victimes de son expansion.

La réponse efficace aux défis auxquels les sociétés sont confrontées ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie « pure ». Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « anti systémiques » - si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (en fait tout simplement la loi du profit propre au capitalisme comme système) - façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation. L'avenir est façonné par les transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir dans la perspective de contribuer à la cristallisation de projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les "fausses solutions" dans lesquelles, à défaut, celui-ci risque de s'enliser.

Les intérêts et visions des forces sociales et politiques en question ici sont évidemment divers et le centre de gravité de la figure représentative de la géométrie de leurs conflits et convergences détermine à son tour le contenu et partant le rôle de l'Etat concerné.

Celui-ci peut-être, comme il l'est dans le moment actuel, le porte parole quasi unilatéral des intérêts du capital transnationalisé dominant (dans les pays de la triade impérialiste) ou de ses alliés subalternes « comprador » (dans les pays de la périphérie). Dans cette conjoncture la majorité des Etats voient effectivement leur rôle réduit au maintien de l'ordre interne, tandis que l'hyper puissance (les Etats-Unis) exerce seule les responsabilités d'une sorte de « para Etat mondial ». Les Etats-Unis disposeraient alors seuls d'une large marge d'autonomie, les autres d'aucune.

Mais évidemment le développement des luttes sociales peut porter au pouvoir des blocs hégémoniques différents de ceux qui gouvernent l'ordre néo-libéral mondialisé en place,

fondés sur des compromis entre des intérêts sociaux dont on reconnaît la diversité et la divergence (blocs de compromis capital-travail dans les centres capitalistes, blocs nationaux-populaires-démocratiques, c'est-à-dire anti comprador dans les périphéries). Dans ce cas l'Etat retrouve une large marge de manœuvre. Il faut œuvrer à ce qu'il en soit ainsi.

J'ajouterai qu'il existe également des « intérêts nationaux » dont la reconnaissance légitime la construction d'un ordre mondial polycentrique. Sans doute les « intérêts nationaux » en question sont-ils souvent invoqués par les pouvoirs en place pour justifier leurs propres options particulières. Sans doute également les politistes de la « géopolitique » ont-ils parfois tendance à figer ces intérêts dans les « invariants » hérités de la géographie et de l'histoire. Ils n'en existent pas moins et ont leur part dans la détermination de la géométrie des alliances et des conflits internationaux, ouvrant et limitant en même temps les marges de manœuvre des Etats.

2. Les systèmes mondiaux anciens ont été presque toujours multipolaires, même si cette multipolarité n'a, jusqu'à présent, jamais été véritablement générale et égale. L'hégémonie a toujours été de ce fait plus un objectif recherché par les puissants qu'une réalité. Les hégémonies, quand elles ont existé, ont toujours été relatives et provisoires. Les partenaires du monde multipolaire du XIXe siècle (prolongé jusqu'en 1945) n'étaient guère que les « puissances » de l'époque. Au sein de la triade contemporaine il y a probablement des nostalgiques de cette époque et du retour à ce genre d'«équilibre des puissances». Ce n'est pas la multipolarité souhaitée par la majorité des peuples de la planète (85 % !).

Le monde multipolaire inauguré par la révolution russe, puis imposée, partiellement, par les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique, était d'une autre nature. Je n'analyse pas la période de l'après deuxième guerre dans les termes conventionnels de la « bipolarité » et de la « guerre froide » qui ne donnent pas aux avancées du Sud de l'époque la place qui leur revient. J'analyse cette multipolarité dans les termes du conflit de civilisation fondamental qui, au-delà des expressions idéologiques déformantes, concerne le conflit entre le capitalisme et la possibilité de son dépassement socialiste. L'ambition des peuples de la périphérie, qu'ils aient fait une révolution socialiste ou pas – abolir les effets de la polarisation produite par l'expansion capitaliste- s'inscrivait nécessairement dans une perspective anticapitaliste.

La multipolarité est donc synonyme de marge d'autonomie réelle pour les Etats. Cette marge sera utilisée d'une manière donnée définie par le contenu social de l'Etat en question. La période de Bandung (1955-1975) a permis, sur ce plan, aux pays d'Asie et d'Afrique de s'engager dans des voies nouvelles, que j'ai analysées en termes de développement autocentrés et de déconnexion, cohérentes avec le projet national-populiste des pouvoirs issus de la libération nationale. Il y a bien évidemment un lien entre les conditions « internes » définies par l'alliance sociale de libération nationale à l'origine du projet propre à l'Etat concerné, et les conditions extérieures favorables (le conflit Est-Ouest neutralisait l'agressivité de l'impérialisme). Je parle ici d'autonomie, qui est par définition indépendance relative, dont les limites sont déterminées conjointement par la nature du projet national et par la marge de manœuvre autorisée dans le système mondial. Car celui-ci reste bel et bien présent et pesant (la mondialisation n'est pas une chose nouvelle !). De ce fait il y a une tendance dans les écoles de l'économie politique internationale et de l'Economie-monde à nier l'importance de la marge de manœuvre en question, à la réduire à néant. Cela revient à dire que dans le système de la mondialisation (de tout temps) le « tout » détermine les « parties ». Je préfère une analyse en terme de dialectique de la complémentarité/conflictualité

qui restitue toute sa puissance à l'autonomie des luttes sociales et politiques nationales et internationales.

3. La page du moment de l'après guerre (1945-1990) est tournée. Dans le moment actuel se déploie le projet impérialiste collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) et, dans son cadre celui de l'hégémonisme des Etats-Unis, qui abolissent l'autonomie des pays du Sud et réduisent fortement celle des associés de Washington dans la triade impérialiste.

Le moment actuel est donc caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. Ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats-Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au-delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui-même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental y ont renoncé ; la Chine elle-même, qui fait cavalier seul, n'a guère que l'ambition de protéger son projet national (lui-même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

L'impérialisme collectif de la triade est le produit d'une évolution réelle du système productif des centres capitalistes qui a produit non pas l'émergence d'un capital « transnationalisé » (comme le prétend le discours dominant repris par Hardt et Negri) mais la solidarité des oligopoles nationaux des centres du système qui s'exprime dans leur souci de « gérer ensemble », et à leur profit, le monde. Mais si « l'économie » (entendue comme l'expression unilatérale des exigences des segments dominants du capital) rapproche les pays de la triade, la politique divise leurs nations. Le déploiement des luttes sociales peut alors remettre en question le rôle que remplit l'Etat au service exclusif du grand capital, en particulier en Europe. Dans cette hypothèse on verrait émerger à nouveau un polycentrisme accordant à l'Europe une marge d'autonomie. Il reste que le déploiement du « projet européen » tel qu'il est ne va pas dans ce sens, nécessaire pour faire revenir Washington à la raison. En réalité ce projet n'est guère que le « volet européen du projet américain ». Le projet de « constitution » en cours est celui d'une Europe qui s'installe dans sa double option néo-libérale et atlantiste. Le potentiel porté par le conflit des cultures politiques, appelant effectivement à mettre un terme à l'atlantisme, reste alors hypothéqué par les options des gauches majoritaires (en termes électoraux les partis socialistes européens), ralliés au social-libéralisme. Deux termes par eux-mêmes contradictoires puisque le libéralisme est par nature non social, voire anti social.

La Russie, la Chine et l'Inde, sont les trois adversaires stratégiques du projet de Washington. Les pouvoirs en place dans ces trois pays en prennent probablement une conscience grandissante. Mais ils paraissent croire qu'ils peuvent manœuvrer sans heurter directement l'administration des Etats-Unis, et même « mettre à profit l'amitié des Etats-Unis » dans les conflits qui les opposent les uns aux autres. Le « front commun contre le terrorisme » - auquel ils paraissent souscrire – brouille les cartes. Le double jeu de Washington est là : les Etats-Unis d'une part soutiennent les Tchétchènes, les Ouïgours et les Tibétains (comme ils soutiennent les mouvements islamistes en Algérie, en Egypte et ailleurs !) et d'autre part agitent le drapeau du terrorisme islamique pour rallier Moscou, Pékin et Delhi. Mais ce double jeu fonctionne, semble-t-il, jusqu'aujourd'hui tout au moins.

Un rapprochement eurasiatique (Europe, Russie, Chine et Inde) qui entraînerait alors certainement l'ensemble du reste de l'Asie et de l'Afrique et isolerait les Etats-Unis, est certainement souhaitable. Et il y a quelques signes allant dans ce sens. Mais on est encore loin de voir sa cristallisation mettre un terme au choix atlantiste de l'Europe.

Les Suds peuvent-ils jouer un rôle actif dans la dérouté nécessaire des projets militaires des Etats-Unis ? Les peuples agressés sont, dans le moment actuel, les seuls adversaires actifs capables de faire reculer les ambitions de Washington. Quand bien même – et justement en partie au moins par le fait qu'ils sont seuls actifs et le ressentent – les méthodes mises en œuvre dans leur combat restent d'une efficacité discutable et font appel à des moyens qui retardent la cristallisation d'une solidarité des peuples du Nord à l'endroit de leur juste combat. D'un autre côté l'analyse que j'ai proposée de la « compradorisation généralisée » des classes dominantes et des pouvoirs dans toutes les régions du Sud invite à conclure qu'il n'y a pas grand chose à attendre des gouvernements en poste ou susceptibles de l'être dans l'avenir immédiat, fussent-ils évidemment « fondamentalistes » (islamistes, hindouistes ou ethnistes). Ebranlés certes par à la fois l'arrogance sans limites de Washington et inquiets face à l'hostilité (pour ne pas dire la haine) dont leurs peuples témoignent à l'égard des Etats-Unis, ces gouvernements le sont certainement. Mais sont-ils capables de faire autre chose que d'accepter le sort qui leur revient ?

Au demeurant le Sud en général n'a plus de projet propre comme c'était le cas durant l'ère de Bandoung (1955-1975). Sans doute les classes dirigeantes des pays qu'on dit « émergents » (la Chine, la Corée, l'Asie du Sud-est, l'Inde, le Brésil et quelques autres) poursuivent-elles des objectifs qu'elles semblent bien définir elles mêmes et pour la réalisation desquelles leurs Etats agissent. Ces objectifs se résumeraient dans la maximisation de la croissance au sein du système de la mondialisation. Ces pays disposent – ou croient disposer – d'un pouvoir de négociation qui leur permettrait de tirer un meilleur profit de cette stratégie « égoïste » que d'un vague « front commun » construit avec plus faibles qu'eux. Mais les avantages qu'ils peuvent obtenir de la sorte sont particuliers aux domaines singuliers qui les intéressent et ne remettent pas en cause l'architecture générale du système. Ils ne constituent donc pas une alternative et ne donnent pas à ce vague projet (illusoire) de construction d'un « capitalisme national » la consistance qui définit un véritable projet sociétairé. Les pays du Sud les plus vulnérables (le « Quart monde ») n'ont même pas de projet propre de nature analogue, et le produit éventuel de « substitution » (les fondamentalismes religieux ou ethnistes) ne mérite pas ce qualificatif. Aussi c'est le Nord qui prend l'initiative seul d'avancer « pour eux » (on devrait dire « contre eux ») ses propres projets, comme l'association Union Européenne – ACP (et les « accords de partenariat économique » appelés à prendre la relève des accords de Cotonou avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le « dialogue euro-méditerranéen », ou les projets américano-israéliens concernant le Moyen Orient et même le « grand Moyen Orient ».

Les défis auxquels la construction d'un monde multipolaire authentique est confrontée sont plus sérieux que ne se l'imaginent nombre de mouvements « altermondialistes ». Ils sont de surcroît pluriel. Dans l'immédiat il s'agit de mettre en dérouté le projet militaire de Washington. C'est la condition incontournable pour que soient ouvertes les marges de libertés nécessaires sans lesquelles tout progrès social et démocratique et toute avancée en direction de la construction multipolaire resteront vulnérables à l'extrême. Parce qu'il est démesuré le projet des Etats-Unis est sans doute appelé à faire faillite, mais certainement à un terrible prix humain. La résistance de ses victimes – les peuples du Sud – ira en se renforçant au fur et à mesure que les Américains s'enliseront sur les théâtres de guerres multiples dans lesquels ils

seront contraints de s'engager. Ces résistances finiront par battre l'ennemi, et peut être par réveiller l'opinion aux Etats-Unis, comme ce fut le cas avec la guerre du Viet Nam. Il vaudrait beaucoup mieux néanmoins arrêter le désastre plus vite, ce que la diplomatie internationale pourrait faire, surtout si l'Europe saisit la portée de sa responsabilité.

A plus long terme une « autre mondialisation » implique donc qu'on remette en question les options du capitalisme libéral et la gestion des affaires de la planète par l'impérialisme collectif de la triade dans le cadre de l'atlantisme extrême ou de sa version « rééquilibrée ».

Le monde multipolaire authentique ne sera devenue une réalité que lorsque les quatre conditions qui suivent auront été remplies :

i. que l'Europe soit réellement avancée sur la voie d'une « autre Europe » sociale (et donc engagée dans la longue transition au socialisme mondial) et qu'elle ait amorcé son désengagement par rapport à son passé et présent impérialiste. Cela implique, d'évidence, plus que simplement sortir de l'atlantisme et du néo-libéralisme extrême.

ii. qu'en Chine la voie du « socialisme marché » l'ait emporté sur les tendances fortes à la dérive illusoire de la construction d'un « capitalisme national » qu'il serait impossible à stabiliser parce qu'il exclut les majorités ouvrières et paysannes.

iii. que les pays du Sud (peuples et Etats) soient parvenus à reconstruire un « front commun », condition à son tour pour que des marges de mouvements permettent aux classes populaires non seulement d'imposer des « concessions » en leur faveur mais au-delà de transformer la nature des pouvoirs en place, substituant aux blocs compradores dominants des blocs « nationaux, populaires et démocratiques ».

iv. qu'au plan de la réorganisation des systèmes de droits, nationaux et internationaux, on ait avancé dans la direction de construction conciliant le respect des souverainetés nationales (en progressant de la souveraineté des Etats à celle des peuples) et celui de tous les droits individuels et collectifs, politiques et sociaux.

NOTES

- 1) propositions concernant l'émergence d'un impérialisme collectif, le projet hégémoniste des Etats-Unis, les sables mouvants européens ; in, Samir Amin , *Le virus libéral* , le Temps des cerises , 2003.
- 2) Bilan critique de l'ère de Bandung ; in, Samir Amin , *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers monde* , l'Harmattan , 1989.
- 3) Critique de Hardt et Negri ; in, Empire et Multitude , ou la banalité du discours dominant ; à paraître , *La Pensée*.
- 4) Le monde multipolaire de l'après guerre, l'analyse des stratégies de l'Europe, de la Russie , de la Chine, de l'Inde et des pays du Sud ; in, Samir Amin , *Pour un Monde multipolaire* ; à paraître , Syllepse
- 5) L'économie politique de l'après guerre (1945-1990) ; in , Samir Amin , *Au-delà du capitalisme sénile* ; PUF 2002.